

**Discours Michel Mercier,
garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés**

**Clôture des 23^{ème} Assises
de la Compagnie nationale des Commissaires aux
comptes**

Vendredi 10 décembre 2010 – Bordeaux

Monsieur le ministre,

Monsieur le président (Claude Cazes),

Mesdames et Messieurs les Présidents (AMF, Haut conseil du
commissariat aux comptes)

Mesdames, Messieurs les représentants de la profession,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je me joins à vous à l'occasion
de ces 23^{èmes} assises de la Compagnie nationale.

Vous connaissez les liens forts qui unissent le
ministre de la justice à votre profession. Les
commissaires aux comptes sont en effet,
historiquement, placés sous la tutelle de la
Chancellerie.

Ce rattachement est lourd de sens. Il souligne le caractère légal de votre mission, qui est d'intérêt général. Il explique les spécificités de la profession et ses fondamentaux, qu'il me paraît important de rappeler alors que vous consacrez vos Assises annuelles à l'« adaptabilité » de votre mission et à son « utilité ».

Notre rencontre est l'occasion d'approfondir ces questions.

Il faut convenir qu'en cette fin d'année, les sujets de débat ne manquent pas. Je pense, en premier lieu, à la parution du livre vert de la Commission européenne sur l'audit qui suscite de nombreux commentaires.

Il faut y voir la reconnaissance du caractère essentiel de votre mission légale, qui constitue le ciment de la stabilité et de la sécurité des acteurs économiques.

La régularité, la sincérité et la fidélité de l'information sont indispensables ; elles impliquent des devoirs et une vigilance constante. Ces exigences sont au cœur de votre profession.

Le commissariat aux comptes français a des atouts pour répondre à ces besoins et je puis vous assurer, Monsieur le Président, de l'engagement du gouvernement à défendre, auprès de la Commission européenne, notre conception de l'audit.

Je constate avec satisfaction qu'en choisissant, cette année, pour thème de vos assises : « *de l'adaptabilité de la mission à son utilité* », vous marquez votre souci de répondre aux questionnements des acteurs de la vie économique. Vous montrez ainsi tout le dynamisme de votre profession, en cherchant à anticiper les mutations à venir.

* *

*

I. Il peut paraître étonnant de poser aujourd'hui la **question de l'utilité de l'audit**, tant celle-ci paraît évidente. Je le rappelle, le commissaire aux comptes a pour fonction première la certification des états comptables et financiers des entreprises : vous exprimez une opinion sur leur régularité, par rapport à un référentiel comptable, et sur leur sincérité.

1. Faut-il aller plus loin, en étendant la sphère d'intervention des auditeurs, au-delà de l'audit, à une évaluation prospective des risques?

Certains le souhaitent et indiquent qu'au-delà de la véracité des comptes, l'auditeur devrait donner la juste mesure des risques et apporter des garanties sur la santé financière des entreprises.

Je ne peux qu'inviter la profession à être prudente sur cette proposition.

Il importe en effet de ne pas brouiller les frontières entre la mission du commissaire aux comptes et celle du consultant ou de l'analyste financier ; il faut veiller à ne pas confondre le rôle et les responsabilités des dirigeants et des contrôleurs légaux.

En ces temps de crise, je crois au contraire important de revenir aux fondamentaux.

Et ce, d'autant plus que le **droit français prévoit déjà**, dans le cadre de la mission légale, des **interventions du commissaire aux comptes pour alerter les dirigeants** s'il existe des doutes sur la continuité de l'exploitation de l'entreprise.

Des normes d'exercice professionnel vous donnent par ailleurs la possibilité de vous pencher, à la demande de l'entreprise, sur des informations financières spécifiques mais directement liées à votre mission légale.

Cet équilibre me semble satisfaisant.

L'écart entre l'intervention actuelle du commissaire aux comptes et ce qu'en attend le marché doit à mon sens trouver une réponse, non dans une refonte de la mission traditionnelle, mais dans un **effort de communication sur le contenu exact de votre intervention.**

Le modèle français du commissariat aux comptes est à cet égard plein de ressources. La Commission européenne l'a d'ailleurs parfaitement noté.

2. Certains s'interrogent, par ailleurs, sur l'évolution de vos missions en matière d'audit des PME.

Je sais les craintes que ces réflexions font naître au sein de la profession.

Je suis pour ma part **convaincu de la légitimité de l'intervention du commissaire aux comptes auprès des petites et moyennes entreprises.**

La mission conduite auprès des PME n'est pas d'une nature différente de celle mise en œuvre auprès des entreprises de taille plus importante.

Je suis particulièrement attaché à cette **unité de votre mission**.

Elle n'exclut pas, pour autant, des adaptations, afin de permettre une modulation des coûts. Nature identique, donc, mais souci de proportionnalité. C'est ce que vous avez su faire avec la norme d'exercice professionnel spécifique aux Petites Entreprises – la fameuse norme « PE ». Elle constitue à mon sens la réponse adaptée aux attentes de chacun sans concession sur la certification de comptes.

Je défendrai auprès de la Commission européenne le principe de l'unité de l'audit et de la pertinence de votre intervention auprès des PME.

Comme vous le voyez, la Chancellerie reste attachée aux fondamentaux de la profession, ciment de votre identité.

II. Le caractère légal de votre mission vous impose des **exigences plus fortes** que celles imposées à d'autres.

1. J'ai écouté avec attention, Monsieur le Président, votre réflexion sur **l'ouverture de la profession à des activités commerciales accessoires**.

On peut s'interroger : **faut-il remettre en cause l'interdiction des activités commerciales ?** Au moment où la Commission, dans son livre vert, se préoccupe du renforcement de l'indépendance des auditeurs et pose en modèle la réglementation française sur ce sujet.

Je crois que votre souci très légitime de vous adapter doit trouver une **limite** dans tout ce qui pourrait porter atteinte à votre statut.

La qualité et la légitimité de votre intervention tiennent précisément aux exigences de ce statut.

2. L'indépendance constitue l'un des fondamentaux de votre profession. Et des avancées ont été conduites dans ce sens cette année même avec la réforme du code de déontologie.

Il s'agit de laisser une part plus importante au jugement du professionnel qui doit apprécier si une précédente mission de conseil auprès d'une entreprise doit le conduire à renoncer à la mission d'audit. Toute acceptation de mission doit donc être précédée d'une telle analyse préalable des risques d'autorévision.

Je souhaite saluer, ici, le travail accompli par le Haut Conseil du commissariat aux comptes, qui a mis en place un groupe de réflexion afin de tracer une « cartographie de l'autorévision ».

Je ne doute pas que ces travaux permettront de répondre aux préoccupations des professionnels et des entreprises.

III. La qualité de votre mission est aussi garantie par les **mécanismes de contrôle** qui vous sont appliqués et par votre souci constant de parfaire les **compétences** de votre profession.

1. Le contrôle exercé par le **Haut Conseil du commissariat aux comptes est remarquable**. Et vous vous félicitez d'ailleurs, Monsieur le Président, de la qualité des relations entretenues entre le Haut Conseil et la Compagnie.

Je salue tout particulièrement l'action du Haut Conseil qui, avec ses contrôleurs, a pu améliorer très sensiblement la mise en œuvre de ses missions et prérogatives en matière de contrôle.

Ces efforts contribuent à **assurer la crédibilité de notre système de supervision**, tant au plan national qu'au sein de l'Union européenne et dans nos relations avec les pays tiers.

Il importe de **veiller à ce que notre système de surveillance soit irréprochable aux yeux de nos partenaires**, notamment dans les difficiles négociations que nous conduisons avec les autorités de supervision américaines.

En matière de confidentialité des informations, **nous serons très vigilants sur les garanties à obtenir de l'autorité américaine de régulation des activités d'audit (PCAOB)**. Ce sujet, nous le savons, est l'une des préoccupations majeures non seulement de votre profession mais aussi des entreprises.

2. Mais tout ceci ne serait rien sans des **professionnels compétents.**

Je sais, Monsieur le Président, que la question de la **formation** est l'un de vos thèmes de prédilection. Vous avez largement contribué à l'élaboration de la réforme en cours.

Je me réjouis de voir que ces travaux sont désormais sur le point d'aboutir. Cette **réforme permettra d'ouvrir l'accès à la profession de commissaire aux comptes à des jeunes diplômés au profil diversifié.**

Elle sera accompagnée de dispositions sur la **formation continue** devant être suivie par tout commissaire aux comptes qui n'a pas exercé de fonctions de contrôle légal durant trois années consécutives.

Je souhaite vous remercier personnellement
Monsieur le Président pour l'implication dont vous
avez fait preuve sur ce projet.

* *

*

Formation, déontologie, indépendance et contrôle
fondent la légitimité et la crédibilité de votre action.

Je sais pouvoir compter sur chacune et chacun
d'entre vous pour contribuer au débat sur l'avenir de
l'audit. Je connais aussi votre engagement auprès
des entreprises et de votre détermination à répondre
aux défis.

Je crois à la spécificité de votre mission et serai
toujours à vos côtés pour en assurer la défense.

Je vous remercie.